

SOLIDARITÉ

POINT FORT

Le fléau du
travail informel

ACTUALITÉ

Mondial 2014:

des lois pour la FIFA

Le magazine de



SOLIDAR
SUISSE

CŒuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO

Chère lectrice, cher lecteur,

Lorsqu'on travaille dans le secteur informel, c'est que l'on n'a pas d'autre choix: pauvreté, taux élevé de chômage et manque d'emplois fixes obligent les gens à gagner leur vie dans des conditions précaires. Ni contrat de travail, ni salaire garanti, pas d'assurance, aucun droit aux prestations médicales ou à la sécurité sur le lieu de travail. Tel est leur sort. Dans les pays en développement, trois quarts environ de tout le travail s'effectuent dans ce secteur. À l'abri des lois et des regards, il emploie une forte proportion de femmes et le travail des enfants y est monnaie courante...

Cette situation va à l'encontre des efforts de développement: les familles ne disposent pas de moyens d'existence fiables et les enfants sont privés de formation. De plus, le travail informel dépouille les États de revenus fiscaux dont ils auraient grandement besoin pour assurer le développement. Une spirale où la pauvreté se perpétue sans fin.

Voilà pourquoi Solidar Suisse estime que la politique de développement doit s'attacher à instaurer des conditions de travail décentes. En Suisse, cet aspect ne suscite pas encore l'attention qu'il mérite. Au plan politique, nous mettons tout en œuvre pour

que le travail décent soit mis au centre des stratégies de développement et exigeons que la Suisse ratifie les conventions de l'Organisation internationale du travail (voir page 11).

Dans nos pays prioritaires, nous soutenons par ailleurs les syndicats et les organisations populaires qui s'efforcent d'améliorer la situation des travailleuses et des travailleurs informels. L'adoption, en juin 2011, d'une convention de l'OIT qui fixe des normes minimales pour le travail domestique (voir Solidarité 3/2011) prouve qu'il est possible de réglementer le travail informel. Solidar Suisse poursuit la lutte. Avec votre précieux soutien.



Ruth Daellenbach,
directrice de Solidar Suisse

Ruth Daellenbach

REVUE DE PRESSE

PS **socialistes.ch**

01.12.2011

Droit sans frontières

Une alliance de quelque 50 organisations, dont Solidar Suisse, exige que les entreprises sises en Suisse soient obligées de respecter les droits humains et l'environnement partout dans le monde. La Suisse a refusé jusqu'ici toute règle contraignante, se limitant au soutien à quelques initiatives d'autorégulation. Plus grave encore, le droit suisse actuel empêche de rendre les maisons-mères responsables des violations commises par leurs filiales. La campagne «Droit sans frontières» veut mettre un terme à ce scandale. Signez la pétition adressée au Conseil fédéral et au Parlement:

www.solidar.ch/droitsansfrontieres

L'EXPRESS

03.12.2011

Les trois villes solidaires, sans plus

La coopération au développement et la politique des achats publics équitables ont été analysés. Parmi les 87 communes évaluées, Neuchâtel se classe en première moitié de peloton (27^e rang). Le Locle décroche une honorable 38^e place; sur la base du budget 2011, qui prévoit une hausse des dépenses pour la coopération au développement, la petite ville du Haut devancerait même Neuchâtel. Enfin, La Chaux-de-Fonds termine en queue de peloton (57^e). Solidar appelle les trois communes à «se doter rapidement d'une politique d'achats qui réduise notablement tout risque d'achats issus de l'exploitation.»

LA LIBERTÉ

28.12.2011

Fribourg peu solidaire des pays du Sud

Pour la première fois, 87 communes suisses ont été notées en matière d'achats équitables et de coopération au développement. Fribourg se situe dans le ventre mou du classement; Bulle et Villars-sur-Glâne en queue de peloton. Malgré ces «résultats mitigés», le porte-parole romand de Solidar, Alexandre Mariéthoz, se félicite que les trois communes fribourgeoises sollicitées aient accepté de jouer le jeu. «Cela démontre leur volonté d'amélioration. De plus, ces communes disposent désormais d'un diagnostic et de pistes pour améliorer leur pratique actuelle.»

POINT FORT

Très répandu, le travail informel se caractérise par la précarité et l'absence de sécurité sociale 4

Comment briser le cercle vicieux de l'exploitation? 6

Lutte contre la précarité dans les plantations de canne à sucre au Malawi 7

Au Nicaragua, les marchand-e-s de rue s'organisent pour améliorer leurs conditions d'existence 8

POINT DE VUE

Karin Pape: des standards minimaux pour combattre le travail informel 11

CULTURE

Nicaragua: murales et pintas pour un monde meilleur 13

ACTUALITÉ

Mondial 2014 au Brésil: lois spéciales pour la FIFA et exploitation des ouvriers 14

En Colombie, Nespresso met en péril les coopératives du commerce équitable 16

JEU & BAROMÈTRE 12

RÉSEAU
Nouvelles des OSEO régionales 17

PORTRAIT

Armin Sestic s'engage contre le chômage des jeunes en Bosnie 18



La planète compte toujours plus de personnes actives dans le secteur informel. Elles ont urgemment besoin de normes du travail contraignantes et d'assurances sociales.

4

**POINT DE VUE**

La ratification de normes contraignantes garantit une protection minimale au travail. Elle contribue ainsi à faire reculer l'exploitation et à améliorer les salaires.

11

**CULTURE**

Au Nicaragua, des peintures murales sont porteuses d'indignation et d'espoir. Aperçu en images.

13

ACTUALITÉ

En Colombie, Nespresso achète directement aux paysan-ne-s: pour ensuite mieux les abandonner?

16

IMPRESSUM**Éditeur:**

Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, Postfach 2228, 8031 Zürich
Tél. 021 601 21 61, E-mail: contact@solidar.ch, www.solidar.ch
CP 10-14739-9 Lausanne.

Membre du réseau européen Solidar

Rédaction:

Katja Schurter (rédactrice responsable), Christof Hotz,
Christian Engeli, Alexandre Mariéthoz, Cyrill Rogger

Layout:

Binkert Partner, www.binkertpartner.ch / Spinas Civil Voices

Traduction:

Irene Bisang, Ursula Gaillard, Milena Hrdina, Walter Rosselli,
Jean-François Zurbruggen

Correction: Jeannine Horni, Carol Le Courtois

Impression et expédition:

Unionsdruckerei/subito AG, Platz 8, 8201 Schaffhausen
Paraît quatre fois par an. Tirage 37'000 ex.

Le prix de l'abonnement est compris dans la cotisation (membres individuels 50.– par an minimum, organisations 250.– minimum).
Imprimé sur papier recyclé.

Page de titre: Une marchande de rue vend des bananes au Burkina Faso. Photo: Jürg Gasser. Dernière page: Un tailleur de pierre chinois montre ses mains ravagées par le travail. Photo: Ming Pao.



*Ramasseurs d'ordures sud-africains,
marchands de rue au Nicaragua,
employées de maison boliviennes,
petits paysans au Mozambique: pour
toutes et tous, travail informel rime
avec précarité.*

LE FLÉAU DU TRAVAIL INFORMEL

Dans le monde entier, la déréglementation néo-libérale provoque la hausse du travail informel. Et la crise économique accélère encore ce phénomène.

Dans divers pays, Solidar Suisse encourage le dialogue social pour favoriser la création de structures formelles. Elle appuie aussi l'organisation, en particulier syndicale, des personnes actives dans le secteur informel, afin qu'elles puissent sortir durablement de la précarité. Par exemple au Nicaragua ou au Malawi.

Photos: Veronica Pfranger, Renata Hoffmann, Jürg Gasser



BRISER LE CERCLE VICIEUX

Le travail informel est de plus en plus répandu. Solidar Suisse se bat pour la sécurité sociale et contre la précarité des conditions de travail.

Texte: Christoph Baumann

En recourant à des formes d'embauche informelles (voir encadré), les entreprises échappent à l'impôt, évitent de payer des contributions sociales et violent les normes du travail. C'est un cercle vicieux: esquiver les prélèvements sociaux et se soustraire à l'impôt est synonyme de recettes fiscales moindres, ce qui contraint l'État à augmenter les impôts et peut inciter certaines entreprises à engager de la main-d'œuvre travaillant sans contrat. La collectivité en fait les frais – des ressources financières font défaut pour l'éducation, les infrastructures et la santé – tout comme les travailleuses et les travailleurs: les personnes engagées sans contrat sont exploitées, n'ont pas de couverture sociale et risquent de tomber dans la pauvreté.

Sortir de ce cercle vicieux passe par une paix sociale durable entre employeurs et travailleurs. La fixation de standards minimaux, le dialogue et la participation syndicale accroissent la volonté de chacun-e de respecter les règles d'une concurrence loyale, sans fraude fiscale ni violation du droit du travail, et de contribuer ainsi à la prospérité. Avec ces instruments, Solidar Suisse encourage l'amélioration de la situation de la main-d'œuvre dans les pays où elle est active.

Hausse du travail informel

Dans la foulée de la libéralisation économique mondiale depuis les années 1980, les formes d'occupation informelles sans couverture sociale ont nettement progressé. De nos jours, 1,8 milliard de per-

sonnes environ travaillent dans le secteur informel, soit 60% des personnes exerçant une activité lucrative. Selon une étude de 2010 de la Banque mondiale, l'économie informelle (voir encadré) a augmenté en 2007 dans les 98 pays en développement pour atteindre en moyenne 38,6% du produit intérieur brut (PIB) contre 18,7% en moyenne dans les pays industrialisés. Conclusion: dans les pays en développement, en transition et industrialisés, l'économie informelle est très présente mais recule quand la richesse augmente. Une étude de l'Organisation internationale du travail (OIT) donne une appréciation un peu différente de certains pays: elle chiffre la part des emplois informels non agricoles à 83,5% en Inde, à 81,8% au Mali et à 75,1% en Bolivie.

Suisse: travail au noir et manque de cohérence

Notre pays continue aussi d'avoir ses problèmes de travail informel: les domestiques, ouvriers du bâtiment, aides soignantes privées, avec ou sans permis de séjour et/ou de travail, sont les plus touchés. Depuis 2008, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) prend plus résolument des mesures contre le travail au noir en Suisse, mais une régularisation des sans-papiers n'est pas en vue. En matière de politique extérieure, le travail informel est pris moins au sérieux par le même département: les entreprises suisses violant les droits du travail à l'étranger ne peuvent toujours pas être

poursuivies en justice dans notre pays. En concluant des accords de libre-échange (en ce moment avec la Chine), le SECO veut surtout offrir à des multinationales suisses des marchés attrayants et une main-d'œuvre bon marché. Solidar milite pour une politique suisse cohérente, obligeant les entreprises à respecter partout dans le monde les normes sociales. Car des conditions de travail décentes sont nécessaires pour vaincre durablement la pauvreté et instaurer davantage de justice sociale.

Travail informel

et économie parallèle

Le travail informel englobe toute activité ni enregistrée ni régie par la loi. Il est le fait de personnes menant des activités indépendantes, comme des marchand-e-s de rue, ainsi que des employé-e-s travaillant dans des conditions précaires – main-d'œuvre migrante, occasionnelle ou domestique. La main-d'œuvre informelle est généralement privée de contrat de travail, de prestations sociales, d'assurance-maladie, de retraite et d'assurance-invalidité.

Les activités informelles constituent un élément clé de l'économie parallèle, laquelle s'étend à toutes les activités économiques non enregistrées et réglementées par l'État.



L'entreprise sucrière Illovo a durement réprimé l'engagement de Veronica Karim en faveur des travailleurs saisonniers.

Syndicaliste virée

En juin, le personnel opta pour arrêter le travail. Mais Illovo porta l'affaire devant un tribunal, lequel interdit la grève. «Les ouvrières et ouvriers étaient furieux», se rappelle Veronica Karim. Des milliers d'entre eux prirent part à une manifestation. La police arrêta plusieurs personnes, dont Veronica Karim. Par la suite, Illovo la congédia, même si un licenciement motivé par un engagement syndical est illégal.

Mais Veronica Karim ne baisse pas les bras pour autant. «Je continue à soutenir les employé-e-s d'Illovo. En parallèle, je dois trouver un logement et un emploi. Ce ne sera pas simple, parce qu'on me considère désormais comme une agitatrice.» Illovo entendra encore parler d'elle: «Je me défendrai devant un tribunal contre mon licenciement illégal», tonne la syndicaliste.

Au Malawi, la syndicaliste Veronica Karim lutte contre la précarité des conditions de travail dans les plantations de canne à sucre. Texte: Katja Schurter. Photos: Khanya College

Fin mars, les camions d'Illovo, la plus grande compagnie sucrière d'Afrique, battent la campagne pour aller chercher des personnes en quête d'emploi. Ces dernières sont conduites à Dwangwa, où elles habitent et travaillent durant toute la saison de la canne à sucre. «Illovo Malawi fait chaque année de substantiels profits, mais ne les partage pas avec ses salarié-e-s», s'indigne Veronica Karim du SPAWUM, le syndicat malawite des travailleuses et travailleurs du sucre.

Dans la zone rurale de Dwangwa, Illovo occupe plus de 5000 personnes dans ses plantations. Plus de la moitié sont de la main-d'œuvre saisonnière, sans contrat ni sécurité sociale, et la plupart sont des femmes. À la fin de la saison, tou-te-s les employé-e-s doivent quitter leurs maisons. «Illovo va chercher la main-d'œuvre dans les villages, mais ne la ramène pas chez elle. Beaucoup de gens ne peuvent pas rentrer à la maison, car ils n'ont pas de quoi payer le voyage»,

affirme Veronica Karim. Ils ne reçoivent des soins que tant que dure leur activité. Cela pose un grave problème aux personnes atteintes du SIDA, qui doivent régulièrement prendre des médicaments. Quiconque se trouve dans l'incapacité de travailler suite à un accident professionnel doit demander un certificat aux médecins d'Illovo. Il est par conséquent difficile d'obtenir une compensation.

Salaires de misère

Les ouvrières et ouvriers reçoivent tous le salaire minimum de 7000 kwachas malawites (40 francs), soit le salaire minimum, largement insuffisant pour vivre. De plus, les coupeurs et coupeuses de canne à sucre n'obtiennent souvent pas le salaire convenu quand les quotas visés ne sont pas atteints. Début 2011, Veronica Karim a plaidé pour une augmentation de salaire de 20%. «Mais la société ne s'est même pas montrée prête à augmenter les salaires de 15%»

Campagne sucrière en Afrique australe

Solidar s'engage, depuis 2011, dans une campagne syndicale suprarégionale. Objectif: améliorer les conditions de travail dans les plantations de canne à sucre, actuellement en pleine expansion dans le sud de l'Afrique. Khanya College, le partenaire sud-africain de Solidar, épaula les syndicats locaux par des conseils et des formations. La mise en réseau suprarégionale permet de mieux contrer les stratégies des grandes entreprises.

«JE SUIS UN MAILLON DE LA SOCIÉTÉ»



Au Nicaragua, les personnes actives dans le secteur informel réalisent la moitié du produit intérieur brut. La Centrale des travailleurs pour leur propre compte (CTCP) ne ménage pas ses efforts pour les défendre. Texte et photos: Veronica Pfranger

Le feu passe au rouge. Aussitôt, des marchand-e-s de rue affluent de toutes parts et proposent leurs marchandises aux automobilistes. Parmi eux, Flor de María Avellán, coordinatrice de la section féminine de la CTCP, la Centrale syndicale des travailleurs pour leur propre compte. «Faire partie du syndicat renforce la confiance en soi», explique cette marchande ambulante qui travaille depuis 21 ans dans la rue.

«Fille de famille paysanne, je suis partie à l'âge de 14 ans pour tenter ma chance

dans la capitale Managua, où j'ai d'abord été employée de maison», se rappelle Flor de María Avellán. C'est à 19 ans qu'elle fait la connaissance du compagnon avec qui elle a élevé cinq filles. Pour devenir indépendante, avoir sa propre maison et offrir de meilleures perspectives à ses filles, elle est devenue marchande sur la voie publique.

Un ballon d'oxygène

Les travailleuses et travailleurs pour leur propre compte – comme se désignent au

Nicaragua les personnes indépendantes actives dans le secteur informel, car elles jugent cette dernière expression dévalorisante – réalisent près de la moitié du produit intérieur brut. Elles travaillent dans la vente sur la voie publique, les transports et le petit artisanat, et proposent des articles et des services à petit prix aux couches sociales au faible pouvoir d'achat. Près des deux tiers de la population urbaine assurent ainsi leur subsistance. Sans ce ballon d'oxygène, le chômage atteindrait des sommets critiques.

Flor de María Avellán est marchande de rue. Elle s'engage pour améliorer le sort des travailleurs indépendants.

Mauvaise réputation

Un chef de police a été assassiné, en juillet 2002, à un carrefour animé de Managua. Suite à cela, les marchand-e-s de rue ont été publiquement calomniés

«Avec un peu d'imagination, on peut monter une petite affaire et survivre.»

comme de «la racaille et une bande d'assassins» et expulsés de leurs lieux de vente usuels. Nombre des personnes concernées tremblèrent pour leur vie et leur réputation: pour elles, ce fut l'occasion de s'organiser comme travailleurs et travailleuses informelles. La CTCP a été créée avec le soutien de l'Alliance syndicale nationale (FNT) et compte aujourd'hui 46 000 membres.

Participation féminine

Flor de María Avellán a joué un rôle en vue dans la CTCP peu après sa fondation et encouragé la participation active des femmes. «Je voulais empêcher que nous perdions nos emplacements aux carrefours et j'ai organisé un groupe de femmes qui a porté plainte auprès de l'administration municipale. On ne nous a

Votre don est une aide réelle

Grâce à votre don de 50 francs, une jeune activiste de la CTCP peut participer à une formation sur les droits au travail et sur l'égalité entre femmes et hommes. Par la suite, elle transmet son savoir à près de 60 membres.

pas écoutées», se rappelle cette femme de 43 ans. «Nous avons alors compris qu'il nous fallait acquérir de toute urgence des compétences pour être prises au sérieux comme partenaires de négociation.» Voilà précisément pourquoi la CTCP offre aujourd'hui à ses membres la possibilité de mener à terme leur scolarité de base et des formations continues. Flor de María Avellán en bénéficie

aussi: «Les connaissances ouvrent des portes. Voilà pourquoi j'ai décroché mon certificat de fin de scolarité. J'étudie aujourd'hui la politique économique avec un accent sur l'activité lucrative indépendante.» Point d'orgue de tous ses efforts: le 6 novembre 2011, elle a été élue députée parlementaire de l'arrondissement de Managua.

Imagination et ténacité

Quand on traverse la ville, on rencontre partout des femmes et des hommes arborant fièrement leur carte de la CTCP: vendeurs de fruits et de journaux, cirousses de chaussures, plombiers, collecteurs de déchets. Devant la poste, Rosa Elena Mairena vend de la nourriture dans l'éblouissante chaleur de midi: «Avec un peu d'imagination, on peut monter une petite affaire et survivre», estime-t-elle. «Il faut faire preuve de persévérance et croire à l'avenir pour supporter les aléas de notre quotidien professionnel. Nous sommes là par n'importe quel temps, sous la pluie comme en plein soleil. Je n'ai pas encore abandonné mon rêve d'une meilleure existence.» Pour Rosa Elena Mairena, la CTCP est un soutien prépondérant grâce auquel elle a énormément appris sur les droits de la main-d'œuvre informelle et la lutte contre la violence domestique: «Ici, on me voit

comme une femme et je me sens un maillon prépondérant de la société.»

Aucune sécurité sociale

Les conditions de travail des personnes actives pour leur propre compte sont précaires dans la plupart des emplois: ces dernières sont exposées au smog, au bruit et aux dangers de la circulation. «Une assurance maladie et accidents est donc indispensable», martèle Flor de María Avellán. Mais l'assurance sociale de l'État est hors de prix pour les actives et actifs du secteur informel sans revenu fixe. Aussi la CTCP s'efforce-t-elle de créer une assurance coopérative.

Flor de María Avellán est fière de pouvoir contribuer à la prospérité du pays par son engagement syndical: «Nous menons des activités sociales, nous soutenons des autres et améliorons l'image de notre secteur de travail», lance-t-elle en plongeant entre les voitures. Il faut dire que le feu vient à nouveau de passer au rouge.

La Centrale syndicale CTCP

Solidar soutient la Centrale des travailleurs pour leur propre compte (CTCP) appartenant à l'Alliance syndicale nationale (FNT). Cet appui porte sur la formation continue des syndicalistes, la création d'antennes de conseil juridique et la réalisation de programmes radiophoniques sur les droits au travail. À l'échelle internationale, la CTCP tisse des liens avec des organisations de travailleuses et travailleurs informels, par exemple avec «StreetNet International», active dans divers pays africains.

Situation financière de Solidar: précisions

Le *Matin* a publié, le 4 décembre 2011, un long article sur les ONG, qui crouleraient sous les millions.

Même si Solidar Suisse n'est pas mentionnée dans l'article, nous tenons, par respect pour nos donateurs et donatrices, à apporter quelques précisions sur notre situation financière – fort éloignée de la description du *Matin*.

Les réserves de Solidar Suisse se montent à environ 1,4 million de francs. En l'absence totale de recettes et de dons, elles permettraient à notre organisation de fonctionner durant à peine trois mois. 2,8 millions supplémentaires se trouvent dans notre fonds à affectation limitée. Il s'agit de fonds affectés à une cause – et non à l'éventuelle couverture de frais administratifs.

Un exemple: après les terribles inondations qui ont ravagé le Pakistan en août 2010, Solidar a reçu des dons afin d'y dispenser une aide humanitaire. Il serait absurde que Solidar dilapide cet argent en quelques mois. Mieux vaut assurer une présence durant plusieurs années, en transmettant un savoir-faire à la population locale en vue d'une reconstruction durable.

Il va de soi que les dons susmentionnés ne peuvent être utilisés à d'autres fins.

www.solidar.ch/nouvelles



Inondations au Salvador

En octobre dernier, le Salvador a subi de violentes précipitations. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence nationale. Près de 45 000 personnes ont été évacuées et plus de 24 000 placées dans des logements provisoires. On déplore une trentaine de morts.

Dans de vastes régions du pays, la récolte du maïs, du riz et des haricots, qui s'annonçait excellente, est perdue.

La population rurale a été durement frappée; elle a perdu à la fois son logement et les récoltes nécessaires à sa subsistance.

En raison de l'exploitation irresponsable des sols par de grandes entités agricoles, le Salvador a été fortement déboisé. Il fait en outre partie des pays les plus affectés par le réchauffement climatique. Nos organisations partenaires sont rapidement intervenues dans les régions inondées. Après le retrait des hautes eaux, elles ont aidé la population à débayer les zones dévastées, à nettoyer les puits et à remettre en état le système d'approvisionnement en eau potable. Elles ont aussi fourni une assistance médicale et participé à la reconstruction des maisons détruites.

www.solidar.ch/nouvelles



Bolivie: des centaines de domestiques virées

Durant l'automne dernier, près de 300 employées de maison ont été licenciées. En temps normal, la hotline téléphonique gratuite du syndicat du personnel de

maison Fenatrahob reçoit 300 appels. En novembre, leur nombre a quasiment doublé. Plus de la moitié des personnes ont appelé suite à un licenciement sans motif.

Le 25 novembre 2011, le Ministère du travail bolivien a réagi. Il a ordonné aux employeurs de verser le treizième salaire des employées de maison avant le 20 décembre, faute de quoi, le double du montant serait dû.

En raison d'une méconnaissance totale de leurs droits, de très nombreuses employées domestiques risquent de quitter leur emploi sans avoir réclamé leur salaire. Fenatrahob les incite à faire valoir leurs droits.



Eau potable pour le Mozambique

Depuis septembre 2011, Solidar Suisse met en œuvre un projet d'assainissement de la distribution d'eau potable au Mozambique. 40 000 personnes en bénéficient. Notre organisation construit 26 nouveaux puits et remet en état 60 systèmes hydriques défectueux. 70 latrines, destinées à environ 7 000 élèves, seront installées dans des écoles. Ces mesures

permettront de réduire de moitié le nombre d'infections et de morts causées par une eau souillée.

Ce projet de Solidar est mené dans le cadre d'un consortium pour l'eau de huit œuvres suisses d'entraide. Grâce à la hausse de l'aide suisse au développement à 0,5% du produit national brut (PNB), des moyens financiers accrus sont disponibles pour améliorer l'accès à l'eau potable en Afrique et en Asie.



SUS AU TRAVAIL INFORMEL!

Le secteur informel gagne du terrain partout dans le monde. Il est urgent de le réglementer.

Texte: Karin Pape, coordinatrice pour l'Europe de Women in Informal Employment (Wiego)

La «main invisible» du marché a failli. Durant des décennies, on nous a fait croire que le libre déploiement des forces du marché – à condition de ne pas les entraver par des taxes, des lois sur le travail et des règles participatives – conduirait automatiquement à la croissance économique, celle-ci créant à son tour des emplois. Ce n'était qu'un miroir aux alouettes! Ces mêmes forces du marché devaient aussi métamorphoser les pays en développement en sociétés capitalistes modernes, et transformer incidemment l'emploi informel en rapports de travail formellement garantis.

«Informal is normal»

La mue annoncée n'a pas eu lieu, bien au contraire. Le travail informel représente 60 à 90% de l'emploi dans les pays en développement; il dépasse 25% en Europe occidentale et aux États-Unis, et gagne sans cesse du terrain. L'informel est devenu normal. Voilà la triste réalité. Et ce sont surtout des femmes qui travaillent dans ce secteur non réglementé. Sans l'agriculture, il représente 25 à 50% de l'emploi dans les pays en développement. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), seuls 20% de toute l'humanité bénéficie d'un minimum de sécurité sociale.

Si la (première) crise financière de 2009 a accru le chômage dans les pays industrialisés, les travailleurs informels ont subi des conséquences autrement plus terribles: pour survivre, ils passent désormais 14 heures au lieu de 10 à récupérer et à revendre des déchets, les enfants doivent quitter l'école pour travailler et le nombre des repas quotidiens est souvent passé de trois à deux.

Concurrence et exploitation

La solution réside, en partie, dans la ratification des normes du travail de l'OIT et leur inscription dans le droit national. Les conventions de l'OIT visent à garantir une protection minimale du travail, afin d'éviter que la concurrence mondiale n'abaisse les salaires et ne dégrade les conditions de travail. Aucun entrepreneur ne peut faire face à la concurrence, profondément déloyale, que représentent le travail des enfants et des conditions de travail dignes de l'esclavage.

Il serait toutefois faux de s'en tenir aux grandes conventions de l'OIT. En effet, celles qui protègent les travailleurs migrants, la main-d'œuvre agricole, les personnes travaillant à domicile et les employées domestiques concernent des groupes de salarié-e-s en majorité actifs dans le secteur informel.

Ratifier pour être crédible

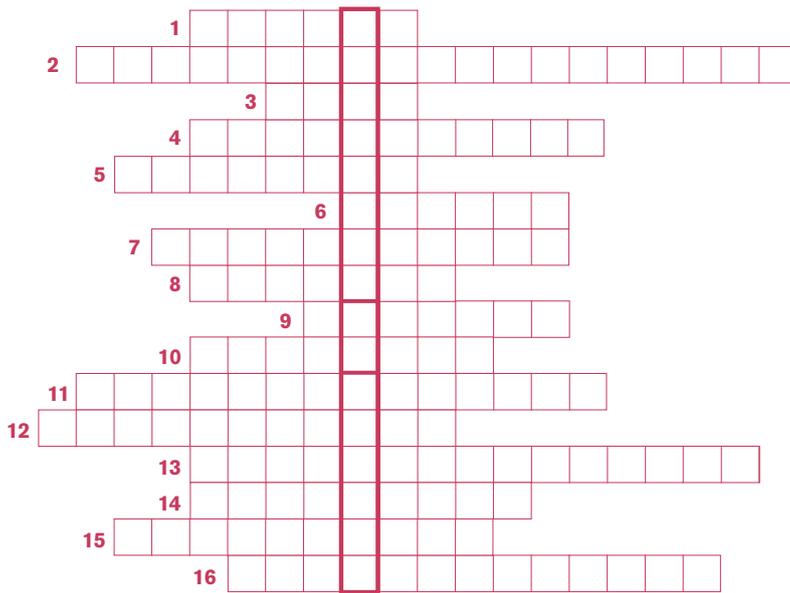
La ratification de ces conventions pourrait faire l'objet de négociations dans le cadre de la coopération au développement. Pour y jouer un rôle crédible, il faut toutefois avoir endossé ces règles internationales. Or la Suisse n'a ratifié que 48 des 189 conventions de l'OIT. À titre de comparaison, la France en a ratifié 102, l'Italie 93, la Belgique 77 et l'Allemagne 73.

Il incombe aux syndicats et à des ONG comme Solidar de faire pression sur les autorités suisses. www.wiego.org

Organisation internationale du travail

L'OIT est chargée d'élaborer les normes internationales du travail et de veiller à leur respect. Ses conventions s'appliquent dans tous les pays qui les ont ratifiées. Les huit normes fondamentales régissant le travail font toutefois exception: partie intégrante des droits de la personne humaine, elles ont valeur contraignante dans le monde entier. www.ilo.org

LE JEU DE SOLIDAR



1. La FIFA tente d'imposer des lois d'exception, afin d'y maximiser ses gains lors du prochain Mondial.
2. Cette campagne exige que les entreprises sises en Suisse, ainsi que leurs filiales, respectent les droits humains partout dans le monde.
3. Cette organisation ne paie quasiment aucun impôt en Suisse, malgré des milliards de bénéfices annuels.
4. En Afrique australe, ces travailleurs et travailleuses récoltent la canne à sucre dans des conditions abominables.
5. Les OSEO régionales se sont réunies en décembre dernier dans une telle association.
6. La crise financière montre que sa «main invisible» ne fonctionne pas.
7. L'année dernière, elles ont détruit les maisons de dizaines de milliers de personnes au Salvador.
8. Ce mode d'expression permet de diffuser des messages pleins d'espoir.
9. En achetant de cette manière son café en Colombie, Nespresso menace l'existence des coopératives locales.
10. Des pluies diluviennes y ont touché 20 millions de personnes en août 2010.
11. Ce stade accueillera six matches du Mondial 2014.
12. Leur ratification permettra de combattre plus efficacement le travail informel.
13. Les travailleuses et travailleurs informels en sont privés.
14. Ce projet soutient des jeunes dans leur recherche d'un apprentissage.
15. Solidar Suisse souhaite en améliorer l'approvisionnement au Mozambique.
16. En Bosnie, ce critère n'entre pas très souvent en ligne de compte lors de l'octroi d'un emploi.

Prix Une bouteille d'huile d'olive issue d'un projet de Solidar en Palestine, et un mélange d'épices Zatar.

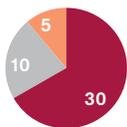
Envoyez la solution à Solidar Suisse via le talon-réponse ci-joint, sur une carte postale, ou par e-mail à contact@solidar.ch, sujet «jeu». Toutes les réponses correctes participent au tirage au sort.

La date limite d'envoi est le 19 mars 2012. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans Solidarité 2/2012. Le concours ne donne lieu à aucune correspondance, ni à aucun recours. Le personnel de Solidar n'a pas le droit d'y participer.

La solution de l'énigme de Solidarité 4/2011 était «équitable». Les gagnant-e-s ont été tirés au sort: Philippe Hochstrasser, de Carouge, et François Schmitt, de Bienne, ont gagné respectivement un verre «Paprika-Pickles» et un verre «Ayvar», tous deux issus de la coopérative de femmes Krusha, au Kosovo. Nous remercions Krusha pour ces prix, ainsi que tou-te-s les participant-e-s au jeu.

ÉVALUATION DU BAROMÈTRE

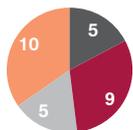
À la maison, consommez-vous uniquement du café équitable?



- 30 Oui
- 10 Non, car ... *
- 5 Non, je ne bois pas de café.

*Six personnes ne boivent pas équitable, car leur café préféré n'existe pas sous un label équitable (ex. Nespresso); quatre personnes ne prêtent pas attention à la provenance de leur café.

À votre travail, du café équitable est-il proposé?



- 5 Oui
- 9 Non
- 5 ne sait pas
- 10 retraité-e / sans emploi rémunéré

Commentaire

Peu de personnes boivent équitable à leur travail. Cela montre, une fois de plus, la nécessité de notre campagne «Du café équitable à mon travail!». Si votre entreprise ne propose pas de café équitable, vous pouvez y remédier: www.solidar.ch/commerceequitable

BAROMÈTRE DE SOLIDAR

Les multinationales suisses doivent-elles répondre juridiquement de violations des droits humains et/ou d'atteintes à l'environnement commises par leurs filiales ou fournisseurs? (voir pétition en page 20)

- Oui, car elles sont responsables des moyens mis en œuvre pour réaliser leurs bénéfices.
- Elles sont responsables des activités de leurs filiales, mais pas de celles de leurs fournisseurs.
- Non, car elles ne peuvent pas veiller à tout.

Participez à notre sondage en renvoyant le talon-réponse joint au présent numéro de Solidarité. Les résultats seront publiés dans Solidarité 2/2012.

Invitation

Assemblée générale de Solidar Suisse

Jeudi 24 mai 2012, 16h30
Volkshaus Zurich, Blauer Saal,
Stauffacherstrasse 60, Zurich

Programme*

16h30: Assemblée statutaire

Tou-te-s les membres de Solidar sont invités. Veuillez vous annoncer d'ici au 30 avril, au moyen du talon ci-joint, par courriel (contact@solidar.ch) ou par téléphone (021 601 21 61).

18h: Assemblée publique

Rio +20 – l'économie verte mène-t-elle au développement durable?

Vingt ans après le Sommet de la Terre, tenu en 1992 à Rio de Janeiro, le sommet Rio +20, qui se réunira début juin, doit donner un nouvel élan au développement durable.

Les débats porteront en particulier sur l'«économie verte», qui suscite une foule de questions: l'économie verte est-elle suffisamment axée sur le développement durable et la lutte contre la pauvreté? Comment veiller à ce que justice sociale et conditions de travail décentes ne soient pas négligées? Existe-t-il un droit au développement et à quoi pourrait-il ressembler? L'économie verte, prônée surtout par les pays industrialisés, ne masque-t-elle pas une volonté de protéger leurs économies, afin de pouvoir commercialiser leurs technologies modernes tout en refusant d'importer des biens en provenance du Sud?

Débat avec la participation du public.

L'Assemblée se terminera par un apéritif.

*Sous réserve de modifications. Pour consulter le programme définitif:

www.solidar.ch/fr/agenda

Cette fresque murale du réseau de jeunes «Red de Jóvenes», à Estelí, véhicule un message de paix.



Cette pinta, située au centre de la capitale Managua, dénonce la corruption.



Intitulée «Chaque gouttelette compte», cette œuvre a été réalisée par un collectif de jeunes muralistes. Au Nicaragua, l'approvisionnement en eau est souvent difficile.

ESPOIR ET INDIGNATION

Au Nicaragua, l'art de rue permet d'exprimer des messages forts – et souvent pleins d'espoir. Aperçu.

Texte: Alexandre Mariéthoz. Photos: Lilliam Amanda Leal Lopez

Au Nicaragua, des «murales» foisonnent dans tout le pays. Ces fresques très colorées se rapprochent de l'art pictural. De nombreux réseaux de jeunes pratiquent cette forme d'expression. À Estelí par exemple: dans cette ville du nord-ouest, des ateliers sont depuis longtemps destinés aux enfants et adolescent-e-s. Beaucoup d'anciens participant-e-s enseignent aujourd'hui le «muralismo». Les murales sont porteurs d'espoir. Ils abordent des thèmes comme l'écologie, la solidarité et l'aspiration à la paix. Les «pintas», quant à elles, s'apparentent à des tags. Elles véhiculent souvent une forte indignation, en particulier contre la corruption et la crise financière.

Solidarité vous propose un aperçu de quelques murales et pintas au Nicaragua (voir ci-dessus). Pour découvrir d'autres images: www.solidar.ch/chroniques



Lorena (au milieu) et Washington (devant à droite) triment dur dans l'enceinte de l'«Arena Fonte Nova».



MONDIAL 2014: OUVRIERS HORS JEU

Sur les chantiers du prochain Mondial de football, qui aura lieu au Brésil, les ouvriers et ouvrières sont payés au lance-pierre. Sur fond de lois d'exception imposées par la FIFA.

Texte et photos: Guy Zurkinden

«Il fait une chaleur étouffante là-dedans.» Sous un soleil écrasant, Washington et son équipe reprennent le travail dans l'enceinte de l'«Arena Fonte Nova», au

de chaque continent. Et la FIFA exige que la pelouse soit installée sept mois avant le premier coup de sifflet...

Les délais sont très courts pour les 1700 ouvriers et ouvrières qui s'y affairent jour et nuit.

«La terrible pression sur les délais met en péril la santé des salarié-e-s.»

Salaires de misère

Nombre de ces travailleurs et travailleuses viennent de Salvador – qui compte près de

cœur de Salvador, la capitale de l'État de Bahia, au nord-est du Brésil. Le stade, en construction, abritera six matches de la Coupe du monde de football en 2014. Situé sur un terrain pentu, le chantier se transforme en chaudron durant la journée. Mais pas question d'interrompre les travaux. Tout doit être déjà prêt en juin 2013, pour la Coupe des Confédérations, un mini-tournoi entre les meilleures nations

trois millions d'habitant-e-s. D'autres ont parcouru des centaines de kilomètres depuis l'intérieur des terres de l'État de Bahia. Ces ouvrières et ouvriers qualifiés ont, pour la plupart, entre 20 et 35 ans. Ils travaillent officiellement 44 heures par semaine. Leurs salaires? 1070 reais pour un ouvrier qualifié, 680 reais pour un manœuvre – soit environ 530 et 330 francs suisses. Insuffisant pour vivre.

Selon l'Institut intersyndical d'études socio-économiques, 2200 reais au minimum sont nécessaires pour entretenir une famille de quatre personnes.

«L'employeur ne fournit pas de logement aux ouvriers qui ne sont pas de Salvador» explique Lorena, l'une des deux ouvrières de l'équipe. Leur revenu est donc rogné par la location d'une chambre en périphérie – et le coût des transports.

Jour et nuit

Ce jour-là, Washington, Lorena et ses collègues ne sortiront du boulot qu'à 19h30, au moment où l'équipe de nuit est déjà en place. Side, ouvrier qualifié de 37 ans, en fait partie. Il travaille de 19h15 à 5h du matin, du lundi au samedi. C'est dur: «On perd la nuit, la journée on ne dort pas bien, on est fatigués.» Side réalise en moyenne 52 heures supplémentaires par mois.



Hans-Jürg Fehr
Président de
Solidar Suisse et
conseiller national



Faire reculer la violence

Vivre en sécurité est un droit fondamental. La violence dans l'espace privé et public menace la sécurité; elle est contraire aux droits de la personne humaine. La majorité des victimes sont des femmes. Ce sont elles qui, dans de nombreux pays, organisent la résistance contre la violence.

En Bolivie par exemple. Dans les grandes villes, des citoyennes ont obtenu la mise sur pied de consultations juridiques pour les femmes battues. Solidar soutient cette initiative, à la demande de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Ces services conjuguent en effet deux objectifs essentiels de la coopération au développement: la défense des droits de la personne humaine et la promotion d'une société civile vivante et démocratique.

Trente de ces services de consultation juridique ont vu le jour en quelques années. Une fois qu'une commune a intégré les frais de gestion de ces services à son budget, elle a reconnu que la lutte contre la violence relevait des pouvoirs publics. La lutte passe aussi par l'adoption d'une loi nationale contre la violence domestique, un engagement que Solidar soutient également. Les progrès constatés – le nombre de cas dénoncés a nettement augmenté, le tabou a été brisé – devraient s'étendre à l'ensemble du pays. Nous nous sommes donc rapprochés, à grands pas, du but de ce partenariat visant à faire baisser la violence envers les femmes.

Pour Bebeto Galvão, le président du syndicat de la construction lourde (Sintepav) à Bahia, le problème touche tous les chantiers du Mondial 2014: «La forte pression sur les délais met en péril la santé des salarié-e-s». Plusieurs grèves ont éclaté ces derniers mois. La plus longue a bloqué durant 19 jours les travaux au stade Maracanã, à Rio de Janeiro. Et les syndicats menacent d'organiser une grève nationale cette année.

Lois spéciales

En face, la FIFA met la pression pour que le rythme s'accélère encore. Certains médias font état d'un «bras de fer» qui l'opposerait au gouvernement brésilien. Mais la «Loi sur la Coupe», qui sera probablement adoptée en mars 2012, remplit la plupart des exigences de Sepp Blatter. Elle prépare une juridiction d'exception, qui permettra à la FIFA d'imposer ses propres lois – et de reproduire les juteux bénéfices réalisés en Afrique du Sud (voir encadré). Aux dépens des oublié-e-s du Mondial: les ouvriers et ouvrières, les victimes de la politique de «nettoyage social» aux abords des stades, les marchands de rue privés de leur gagne-pain, les supporters locaux dissuadés par le prix exorbitant des billets.

La Copa 2014 sera peut-être une fête. Mais tous les Brésiliens et toutes les Brésiliennes n'y sont pas invités.

Mondial sud-africain: un bilan accablant

Intitulé «A Legacy for whom?», un bilan du premier Mondial organisé en Afrique a paru en octobre dernier. Basé notamment sur les observations de Solidar Suisse, il parvient à un constat accablant: les gains sont allés à des privés (notamment la FIFA et des multinationales), alors que l'Afrique du Sud a essuyé une perte nette de près de trois milliards de francs. Le Mondial 2010 n'a nullement contribué au développement du pays et n'a résorbé le chômage que très temporairement. Les prochains organisateurs du Mondial (Brésil, Russie, Qatar) risquent de connaître le même destin. www.solidar.ch/horsieu

[horsieu](http://www.solidar.ch/horsieu)

«NESTLÉ SAPE LE TRAVAIL DE NOTRE COOPÉRATIVE»

En Colombie, les achats de café pratiqués par Nespresso menacent les coopératives du commerce équitable.

Interview et photo: Marcel Perret, Interteam



Martin Criollo Taquez craint que Nespresso finisse par détruire sa coopérative.

Il y a deux ans, Nespresso a commencé à acheter du café dans la commune de Rosas, en Colombie. La multinationale a confié cette opération à la Federación Nacional de Cafeteros (FNC), qui domine

«Si Nespresso achetait notre café aux mêmes conditions, tout le monde serait gagnant.»

les exportations colombiennes de café. Rosas abrite aussi la coopérative Asproamur, qui est titulaire du label équitable FLO et regroupe 65 petits producteurs. Son président, Martin Criollo Taquez, décrit les conséquences des achats de café par Nespresso.

Que penses-tu du marché du café à Rosas?

Ces dernières années, la situation s'est nettement détériorée. Nespresso achète à Rosas du café de très bonne qualité, tel que nos membres sont en mesure d'en

fournir. Pour le café de première classe, Nespresso accorde un supplément légèrement supérieur à la prime du commerce équitable de FLO. Ce supplément est versé individuellement, alors que la prime de FLO est investie dans des projets sociaux.

Quelles sont les conséquences de cette manière de faire?

Les producteurs et les productrices apprécient bien entendu énormément un supplément individuel. Beaucoup de membres de la coopérative vendent au moins une partie de leur récolte à FNC pour Nespresso. Les coopératives doivent veiller au respect de la certification et assument ses coûts, qui comprennent la formation des producteurs, des micro-crédits, des projets sociaux et d'autres prestations. En vendant moins de café équitable, nous touchons moins de primes pour de futurs projets.

C'est un cercle vicieux.

Comment l'Asproamur ressent-elle ce changement?

Ces deux dernières années, nous avons perdu environ 10% de nos membres et près de 50% du volume de café. En achetant directement son café auprès de nos membres, Nespresso sape le travail de notre coopérative.

Qu'avez-vous entrepris?

Nous avons relevé autant que possible nos prix d'achat et expliqué la situation et

ses effets à nos membres. Aussitôt, la FNC a également augmenté son prix. Ne pouvant pas nous aligner sans acheter notre café à perte, nous avons tenté d'établir un dialogue avec la FNC, mais elle se réfugie derrière son contrat avec Nespresso et les exigences concernant la livraison de café.

Comment pourrait-on résoudre le problème?

La FNC pourrait acheter le café Nespresso à la coopérative, et non pas individuellement aux producteurs et productrices. Si Nespresso achetait notre café aux mêmes conditions, tout le monde serait gagnant. La FNC ne veut pas entendre parler et si Nespresso n'impose pas cette idée, les coopératives caféières en seront pour leurs frais.

Pendant combien de temps Nespresso achètera-t-elle son café à Rosas?

Nul ne le sait. La FNC recherche sans cesse de nouveaux producteurs et productrices pour Nespresso et rien n'est garanti. Les organisations existantes sont ainsi vidées de leur substance et les petits producteurs soudain abandonnés à eux-mêmes.

Si Nespresso quitte Rosas dans les mois à venir, les dégâts seront encore réparables. Mais plus la coopérative accumule les pertes, plus elle aura besoin d'argent pour reconstituer son capital de base. Et d'où viendra l'argent? Comme toujours, ce sont en définitive les petits paysan-ne-s qui passeront à la caisse.

Cette rubrique constitue la plateforme de notre réseau. On y trouve des informations sur les associations régionales de l'OSEO, qui dispensent un soutien aux personnes sans emploi et aux migrant-e-s. Les OSEO régionales ont été créées durant les années nonante, suite à la montée du chômage. Elles entretiennent des liens étroits avec Solidar.

Genève: engagement inter-communal pour les jeunes

Vu la hausse du nombre de jeunes se retrouvant sans projet ni activité, l'OSEO Genève, ainsi que les politiques et professionnels du social de six communes, se sont mobilisés: CapEmploi a ouvert ses portes en septembre 2011.

Dans cette structure novatrice, l'OSEO Genève soutient les jeunes des communes de la Champagne (Aire-la-Ville, Bernex, Cartigny, Chancy, Confignon, Soral) avec du coaching, en vue de trouver une place d'apprentissage. Une permanence est ouverte pour répondre aux questions et mettre à disposition du matériel informatique permettant aux jeunes d'élaborer leur dossier de candidature. Parallèlement, des stages communaux ou en entreprise sont organisés pour les jeunes. Ils peuvent ainsi se confronter au monde du travail.

CapEmploi complète les prestations de l'OSEO Genève, qui privilégie et développe en permanence son contact avec les entreprises pour favoriser l'emploi et le retour en formation des jeunes et des personnes peu qualifiées.

www.oseo-ge.ch

Association faitière de l'OSEO

Le 15 décembre 2011, à Olten, a été fondée la nouvelle association faitière du réseau de l'OSEO. Les statuts de la nouvelle association ont été approuvés à la quasi-unanimité. Il s'agit d'un premier pas vers un réseau national juridiquement reconnu. Anne Bavarel Atallah, ancienne coprésidente de l'OSEO Berne, a été élue présidente ad interim. La première Assemblée ordinaire des délégué-e-s aura lieu en juin. Le ou la président-e de l'OSEO nationale sera élu-e à cette occasion. De plus, il sera possible de proposer d'éventuelles modifications statutaires. www.oseo.ch



Les 20 ans de l'OSEO Suisse centrale

En 2012, l'OSEO Suisse centrale fête les 20 ans d'une riche existence. Le premier cours pour personnes sans travail rémunéré a eu lieu en 1992. La bourse de l'emploi a été créée en 1994. La même année a vu le lancement du projet «Ökonetz», en collaboration avec l'Union syndicale lucernoise. Le bureau régional de Zoug a ouvert en 1996.

Trois ans plus tard, Felix Föhn a repris la direction générale. Le centre de migration Co-Opera a vu le jour en 2002. L'association OSEO Suisse centrale a été fondée le 14 décembre 2004. Enfin, il y a cinq ans, le service Formation de base dans l'exécution des peines s'est ajouté au dispositif existant.

Aujourd'hui, l'OSEO Suisse centrale est très diversifiée: bureau central et centre de formation, Migration Co-Opera, bureau régional dans le canton de Zoug, service BiSt, centres d'information de Lucerne/Sursee.

À l'occasion de ses 20 ans, l'OSEO Suisse centrale se dote d'une nouvelle identité visuelle. Elle souhaite ainsi renforcer son image et se présenter comme un prestataire de services innovants et professionnels dans le domaine du travail et de l'intégration.

L'OSEO Suisse centrale ouvre des perspectives aux personnes en difficulté, indépendamment de leur origine. Ses préceptes sont issus des valeurs fondamentales des organisations fondatrices de l'OSEO, à savoir le Parti socialiste et l'Union syndicale suisse.

www.sah-zs.ch



OSEO Valais: nouvelle mesure pour les jeunes

L'OSEO Valais a lancé le Semestre d'Évaluation (SeVal). Ce programme, qui complète le dispositif actuel de soutien aux jeunes, offre un accompagnement encore plus personnalisé.

Durant dix mois et demi, des jeunes progressent ensemble, la plupart vers une place d'apprentissage. Ils suivent des cours, sont soutenus sur le plan scolaire et se familiarisent avec des techniques de recherche d'emploi. Objectif: retrouver confiance en soi. «Ici, ces jeunes sortent de la structure scolaire où ils ont souvent été en échec. Au SeVal, ils ont avec nous un rapport employeurs-employés; cela change beaucoup de choses», explique Eloi Constantin, responsable du SeVal.

Pour bénéficier du Semestre d'Évaluation, il faut être inscrit au chômage et se porter volontaire pour cette mesure.

www.oseo-vs.ch



UNE BOUTEILLE SANS FOND

Armin Sestic lutte, au sein de l'organisation Zora, contre le chômage des jeunes en Bosnie.

Texte: Katja Schurter. Photo: Armin Sestic



Armin Sestic immortalise ses impressions de la Suisse, lors d'une visite de l'Hôtel de ville de Bâle.

L'automne dernier, des représentant-e-s d'organisations de jeunes de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo et de Serbie (voir encadré) sont venus en Suisse pour se familiariser avec notre système de formation.

Armin Sestic, de l'organisation Zora, basée à Zenica en Bosnie, était du voyage. Il a fondé cette organisation il y a quatre ans, avec quatre de ses pairs. Elle porte le nom symbolique de Zora, qui signifie «aube» en bosniaque, en croate et en serbe. Son objectif? Faire quelque chose contre le chômage des jeunes, qui est de 58% en Bosnie-Herzégovine, selon l'ONU. «Les pouvoirs publics ne s'en soucient guère. Et ce n'est pas l'école professionnelle qui dispense aux jeunes les connaissances nécessaires pour trouver du travail», explique Armin Sestic, lui qui a terminé son gymnase avec une

spécialisation en informatique sans jamais avoir vu un ordinateur. Il a été très impressionné par le bas taux de chômage des jeunes en Suisse et le système de formation reposant principalement sur deux filières. «J'apprécie l'idée que même les mauvais élèves puissent se former et trouver un travail qui leur plaise», estime-t-il.

Préparer une candidature

Zora apprend aux jeunes à préparer un dossier de candidature, elle les informe sur les emplois potentiels et les possibilités d'effectuer des stages. Elle organise aussi des débats publics. La plupart des élèves sortant de l'école n'ont jamais rédigé une offre d'emploi, ni appris à se préparer à un entretien d'embauche. Cette année, Zora a mis sur pied deux tables rondes réunissant des représentant-e-s des milieux politiques, des communes, de l'office local du travail, et des organisations étudiantes. «Les jeunes ont enfin eu l'occasion de poser aux politiques et aux autorités les questions qui les préoccupent», raconte Armin Sestic. En octobre 2011, Zora a participé à une foire du travail – premier signe de coopération entre le Ministère du travail et une ONG. «50 employeuses et employeurs ont offert 300 places de travail pour un total de 2500 jeunes.»

Bureaucratie pléthorique

Qu'est-ce qui a poussé Armin Sestic à s'engager? «Je gérais un petit café. J'y rencontrais beaucoup de jeunes frustrés et apathiques. Ils avaient perdu l'espoir de faire quelque chose de leur vie, il fallait que je m'implique.» Travailler pour Zora permet à Sestic de faire bouger les choses, «sans avoir à vendre son âme». En Bosnie-Herzégovine, un pays qui demeure très marqué par la guerre, les partis nationalistes occupent le devant de la scène politique. Des structures parallèles sont à l'origine d'une bureaucratie pléthorique dévorant 60% du budget de l'État: «Comment procéder à des investissements, comment ouvrir des usines, quand la bureaucratie engloutit

tout? C'est comme une bouteille sans fond, tu peux la remplir autant que tu veux, elle reste toujours vide», fulmine Armin Sestic.

Peu importe l'origine des gens

L'essentiel, c'est que tous les groupes de la population collaborent au sein de l'association, qui emploie six personnes, assistées de 15 jeunes bénévoles. Ses membres interviennent à l'Université et dans la rue, tiennent des stands et distribuent des papillons.

Zora veille aussi à ce que les qualifications passent au premier plan lors de l'embauche. Une loi stipule que les descendant-e-s des vétérans de guerre et des soldats décédés ont la priorité dans la fonction publique. «C'est une manière d'acheter la paix sociale. Moi, j'ai eu de la chance; quand la guerre a éclaté, j'avais 18 ans et j'étais journaliste à la radio. Ils avaient besoin de nous et je n'ai pas été enrôlé. La radio constituait un îlot de liberté; un ami serbe orthodoxe y travaillait aussi», raconte Armin Sestic.

Aujourd'hui, il se considère comme un Bosnien qui ne s'occupe pas de l'origine des gens. Il a ensuite travaillé comme photographe pour un site croate, et il continue à cultiver sa passion tout en s'engageant pour les jeunes.

Organisations de jeunes en Europe du Sud-Est

Zora est l'une des six organisations de jeunes dont les projets ont été distingués par Solidar Suisse en 2009. Leur objectif: améliorer les chances des jeunes sur le marché du travail, développer la capacité d'initiative des jeunes adultes et encourager les échanges transfrontaliers.

www.solidar.ch/europe-du-sud-est



DROIT SANS FRONTIÈRES

Des multinationales sises en Suisse violent, à l'étranger, les droits humains et les normes environnementales, sans devoir en répondre en Suisse. Il faut que cela change.

Nous devons créer les bases légales pour:

- obliger les multinationales suisses à prendre les mesures qui s'imposent (principe de précaution) afin d'éviter que leurs activités, leurs filiales et leurs fournisseurs ne violent les droits humains et ne dégradent l'environnement – que ce soit ici ou ailleurs dans le monde
- permettre aux personnes lésées par les activités de multinationales suisses, de leurs filiales ou de leurs fournisseurs, de déposer plainte en Suisse pour exiger des dédommagements.

Signez la pétition adressée au Conseil fédéral et au Parlement sur le talon réponse ci-joint ou, en ligne, sur le site

www.solidar.ch/droitsansfrontieres

